



STATION DE LAVAGE DELISLE SARAN

PJ 47 – Capacités techniques et financières



Version 3 du 18/10/2022

Identification et révision du document

Identification du document

Projet	Station de lavage DELISLE SARAN
Maître d'Ouvrage	DELISLE SAS
Document	PJ 47 – Capacités techniques et financières
Version	Version 3 du 18/10/2022

Révision du document

Version	Date	Rédacteur(s)	Qualité du rédacteur(s)	Contrôle
0	25/10/2021	S.MENGUE ELA	Ingénieur environnement et maitrise des risques industriels	P. ANDRE - DELISLE
1	03/12/2021	S.MENGUE ELA	Ingénieur environnement et maitrise des risques industriels	P. ANDRE - DELISLE
2	20/05/2022	S.MENGUE ELA	Ingénieur environnement et maitrise des risques industriels	P. ANDRE - DELISLE
3	18/10/2022	S.MENGUE ELA	Ingénieur environnement et maitrise des risques industriels	-

Sommaire

1 DEMANDEUR	5
2 LE GROUPE DELISLE	6
3 LE MONTAGE JURIDIQUE ET FINANCIER DU PROJET OBJET DE LA DEMANDE	7
3.1 LE MONTAGE JURIDIQUE ET FINANCIER DES PROJETS	7
3.2 LE MONTAGE JURIDIQUE ET FINANCIER PARTICULIER DU PROJET OBJET DE LA DEMANDE	7
4 CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DU DEMANDEUR	8
4.1 CAPACITES TECHNIQUES	8
4.1.1 <i>Compétences et expérience du demandeur</i>	8
4.1.2 <i>Mise en œuvre des compétences du demandeur</i>	10
4.2 CAPACITES FINANCIERES	11
4.2.1 <i>Capacités financières du demandeur pour édifier et mettre en exploitation l'entrepôt</i>	11
4.2.2 <i>Capacités financières du demandeur pour assurer l'exploitation et l'éventuelle cessation d'activité du site</i>	11
4.3 GARANTIE FINANCIERES	12

1 DEMANDEUR

Raison sociale DELISLE SAS
Forme juridiqueSAS
Capital social 10 000 000,00 €
Siège SocialDELISLE SAS – LA FERTE GAUCHER
N° SIRET 383 493 400 00097
SignataireJonathan Delisle
QualitéDirigeant
Téléphone 01 64 75 89 05
Maildelisle@delisle-sa.com

Le demandeur du présent dossier est la société DELISLE SAS (ci-après «DELISLE SAS »).

2 LE GROUPE DELISLE

La société DELISLE est spécialisée dans les services de transport et d'entreposage de marchandises depuis plus de 30 ans.

La société Delisle compte aujourd'hui 1500 employés sur 25 sites pour un chiffre d'affaires avoisinant les 12 000 000 d'euros.

La société DELISLE emploie du personnel qualifié. Celui-ci dispose des certificats et qualifications requises. En outre, à l'embauche chaque personne reçoit une formation à l'exécution de sa tâche ainsi qu'aux règles applicables en matière d'environnement notamment concernant le tri des déchets, les mesures de limitation des impacts et la conduite à tenir en cas d'accident.

La plateforme nécessite l'embauche d'environ 5 personnes, au poste suivant :

- Responsable de site ;
- Assistant administratif ;
- Laveurs ;
- Manager Laveurs ;

Ainsi, la société justifie de ses capacités techniques à exploiter un entrepôt, dans le respect des intérêts visés à l'article R 511-1 du code de l'environnement. Le tableau ci-dessous présente les deux derniers résultats financiers de la société.

3 LE MONTAGE JURIDIQUE ET FINANCIER DU PROJET OBJET DE LA DEMANDE

3.1 LE MONTAGE JURIDIQUE ET FINANCIER DES PROJETS

DELISLE SAS développe et exploite ses propres sites, DELISLE SAS est donc **le seul interlocuteur de l'administration responsable du respect des prescriptions applicables en vertu de la police des installations classées.**

3.2 LE MONTAGE JURIDIQUE ET FINANCIER PARTICULIER DU PROJET OBJET DE LA DEMANDE

Le projet objet de cette demande ne déroge pas au montage juridique et financier expliqué ci-dessus.

4 CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DU DEMANDEUR

La présente description des capacités techniques et financières du demandeur vise à exposer, en application des articles L. 512-7-3 et R. 512-46-4, 7° du code de l'environnement, les capacités techniques et financières que DELISLE SAS **entend mettre en œuvre**, à même de lui permettre d'assurer la construction et la mise en service, l'exploitation et la pérennité du respect des prescriptions applicables (y compris pour le cas d'un entrepôt loué par un tiers), la cessation éventuelle de l'exploitation et la remise en état du site dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

4.1 CAPACITES TECHNIQUES

4.1.1 COMPETENCES ET EXPERIENCE DU DEMANDEUR

DELISLE SAS met en œuvre les compétences de l'équipe développement, laquelle est intégralement **composée de spécialistes chevronnés du domaine du lavage de citernes** :

- Vincent DELISLE, Directeur des stations de lavage Groupe :
 - 5 années d'expérience

- Paulo ANDRE, Responsable QHSE :
 - 14 années d'expérience

Par ailleurs, en complément des expertises internes propre à DELISLE SAS intégrant les connaissances techniques nécessaires au Lavage (lesquelles résident non seulement dans l'équipe managériale, mais aussi chez les responsables de station, les laveurs, les techniciens de maintenance, etc.), DELISLE SAS s'appuie également sur un réseau de partenaires et de bureaux d'études techniques et environnementaux reconnus pour leurs compétences dans leurs domaines respectifs et dans le lavage industriel de citernes.

Ainsi, dans le cadre du projet objet de la présente demande, des bureaux d'études et des spécialistes ont assisté DELISLE SAS dans l'élaboration du projet et, concrètement, dans la constitution du dossier de demande (Qualiconsult pour l'analyse des risques, l'étude danger et l'étude d'impact /incidence).

A l'appui de cette expertise technique reconnue, DELISLE SAS a développé, depuis 40 ans plusieurs sites.

Voici plusieurs exemples de projets développés par DELISLE SAS sur le territoire national :

- Entreposage de 3700 m² à Lillebonne (76);
Bâtiment soumis au régime :
 - de la Déclaration Contrôlée pour les rubriques 1510.

- Station de lavage à Lillebonne (76) ;
Bâtiment soumis au régime :
 - de l'Autorisation pour la rubrique 2795.

- Station de lavage à Fagnières (51) ;
Bâtiment soumis au régime :
 - de l'Autorisation pour la rubrique 2795.

4.1.2 MISE EN ŒUVRE DES COMPETENCES DU DEMANDEUR

En tant que destinataire de l'arrêté d'autorisation et exploitant, DELISLE SAS – qui sera l'unique interlocuteur vis-à-vis de l'administration et sera tenue de respecter et de faire respecter par les occupants les prescriptions de l'arrêté préfectoral obtenu – mettra en place les formations, audits et exercices adéquats avec le(s) locataire(s), en lien avec le propriétaire du site.

Précisément, afin de s'assurer de la conformité du site vis-à-vis de la réglementation (et notamment des prescriptions issues des arrêtés ministériels), DELISLE SAS s'engage notamment :

- à respecter et à faire respecter par DELISLE SAS l'arrêté préfectoral délivré et l'ensemble des prescriptions générales applicables ;
- à mettre en place et à faire réaliser, les contrôles réglementaires, et à mettre en œuvre les actions de suivis nécessaires le cas échéant.

En outre, DELISLE SAS fera, en toute hypothèse, procéder à une vérification annuelle des quantités de marchandises stockées pour chaque rubrique de classement par le biais de cabinets spécialisés en la matière.

Dans le cadre de la remise en état du site lors de la cessation définitive d'activité, DELISLE SAS dispose des compétences techniques de son équipe managériale et de ses équipes, mais aussi de l'assistance externe de partenaires spécialisés tels que des bureaux d'études en sites et sols pollués par exemple.

Il résulte des éléments qui précèdent que DELISLE SAS dispose **en propre** des compétences techniques nécessaires à la mise en place et à l'exploitation du site objet du présent dossier dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Ces compétences techniques ont, du reste, largement pu être éprouvées dans le cadre des nombreuses opérations comparables (autres sites DELISLE avec la même activité) menées par DELISLE SAS sur l'ensemble du territoire national et rappelées ci-dessus.

4.2 CAPACITES FINANCIERES

4.2.1 CAPACITES FINANCIERES DU DEMANDEUR POUR EDIFIER ET METTRE EN EXPLOITATION L'ENTREPOT

DELISLE SAS dispose et met en œuvre des capacités financières solides qui lui ont permis d'assurer la construction et la mise en service du site dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

En effet, les résultats financiers de DELISLE SAS sur les 3 derniers exercices sont présentés dans le tableau suivant :

Année	Chiffres d'affaires	Résultat net
2017	9 520 785 €	842 358 €
2018	10 661 753 €	2 197 106 €
2019	11 642 174 €	782 326 €

Ces capacités financières sont d'autant plus confortables que les capacités financières que DELISLE SAS met en œuvre pour la conduite de son projet sont intégralement constituées de fonds propres.

4.2.2 C APACITES FINANCIERES DU DEMANDEUR POUR ASSURER L'EXPLOITATION ET L'EVENUELLE CESSATION D'ACTIVITE DU SITE

DELISLE SAS dispose et met en œuvre des capacités financières solides qui lui permettent d'assurer l'exploitation et la pérennité du respect des prescriptions applicables, la cessation éventuelle de l'exploitation et la remise en état du site dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

En effet, DELISLE SAS dispose, notamment sur la base du retour d'expérience, le budget nécessaire au respect des obligations pesant sur l'exploitant d'un site de cette superficie et soumis à la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Un tel budget permet notamment d'assumer les charges relatives aux contrôles périodiques et réglementaires, à la maintenance et à l'entretien du site (il s'agit concrètement des contrôles, de l'entretien des issues de secours, de la toiture, du système de télésurveillance, etc.).

Au bénéfice de ces éléments et au regard notamment du résultat net de la société sur les trois derniers exercices, DELISLE SAS dispose des capacités financières lui permettant de faire face aux obligations réglementaires qui pèsent sur elle pour assurer l'exploitation et l'éventuelle cessation d'activité du site en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

4.3 GARANTIE FINANCIERES

- Arrêté du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- Arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement

Conformément à l'annexe II et l'article 2 de l'arrêté du 31/05/12 susvisé, DELISLE SAS n'est pas soumise à l'obligation de constituer des garanties financières.

Méthodologie :

Le calcul forfaitaire du montant de référence des garanties financières est effectué selon les formules proposées à l'annexe 1 de l'arrêté du 31/05/2012 "relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines".

Le montant global (M) de la garantie financière est égal à :

$$M = S_c \times [M_E + \alpha (M_I + M_C + M_S + M_G)]$$

Avec :

S_c : 1,1 (coeff. pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier).

M_E : montant relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.

α : indice d'actualisation des coûts.

M_I : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.

M_C : montant relatif à la limitation des accès au site.

M_S : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement.

M_G : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Calcul du montant M_E :

Détermination de M_E (montant, au moment de la détermination du premier montant de garanties financières, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation).

La formule de calcul de M_E est la suivante (adaptation de la formulation par rapport au texte de l'arrêté, car des détails de coût par déchets sont disponibles sur le site) :

Station de lavage DELISLE SARAN

$$ME = \sum_i Q_i . (CTri + Ci)$$

Avec

Q_i : quantité du déchet « i » ;

$CTri$: Coût de transport du déchet « i » ;

Ci : Coût d'élimination du déchet « i ».

Montant relatif au traitement des déchets (déchets envoyés en centre de traitement)			
Quantité des déchets	$Q_i =$	106	
Coût du transport du déchet	$CTri =$	20	€
Coût d'élimination du déchet	$Ci =$	105	€/T
$ME = \sum_i Q_i . (CTri + Ci)$		13 250	€

Le site de Saran revend ces 1^{er} jus issus du 1^{er} cycle de lavage, qu'il faut déduire du coût total de traitement des déchets du site.

Le calcul de vente de ces déchets est le suivant :

Montant relatif au traitement des déchets (1ers jus)			
Quantité des déchets	$Q_i =$	89	
Coût du transport du déchet	$CTri =$	10	€
Coût d'élimination du déchet	$Ci =$	1,5	€/T
$ME = \sum_i Q_i . (CTri + Ci)$		1024	€

De ce fait, le coût total de traitement des déchets du site de Saran est :

ME = 12 227 € TTC

Calcul du montant M_i :

Le montant M_i est relatif à la neutralisation des cuves aériennes présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.

Montant relatif à la neutralisation des cuves aériennes présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange			
Nombre de cuves à traiter	$N_C =$	1	
Coût fixe relatif à la préparation et au nettoyage d'une cuve	$C_N =$	1500	€

Station de lavage DELISLE SARAN

Prix du m ³ de remblai liquide inerte (béton)	P _B =	130	€/m ³
Volume cumulé de la (ou des) cuves(s)	V =	100	m ³
$M_I = N_c C_N + P_B \times V$		14 500	€

M_I = 14 500 € TTC

Calcul du montant MC :

Le montant M_C est relatif au moment de la détermination à la limitation des accès au site.

La formule de calcul de M_C est la suivante :

Avec :

P : périmètre du site (en mètres) ;

CC : coût du linéaire de clôture ;

nP : nombre de panneaux de restriction d'accès au lieu, égal à (Nombre d'entrées du site + périmètre/50) ;

PP : prix d'un panneau.

Ce montant comprend la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès au lieu. Ces panneaux seront disposés à chaque entrée du site et autant que de besoin sur la clôture, tous les 50 m.

L'application de la formule de calcul de M_C avec les caractéristiques du site :

- le site est déjà clôturé, donc P.Cc = 0 ;
- le site dispose d'une entrée.

Montant relatif à la limitation du site			
Périmètre nécessitant l'aménagement d'une clôture	P _C =	0	m
Coût du linéaire de clôture	C _C =	50	€
Nombre d'entrées du site	=	1	
Nombre de panneaux de restriction d'accès au lieu	nP =	1	
Prix d'un panneau	P _p =	20	€
$M_C = P_c \times C_C + nP \times P_p$		20	€

MC = 20 € TTC

Calcul du montant M_C :

Montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement. Ce montant couvre la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts d'analyse de la qualité des eaux de la nappe au droit du site, ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.

La formule de calcul de M_S est la suivante :

$$M_S = N_p \cdot (C_p \cdot h + C) + C_D$$

Avec :

- N_p : nombre de piézomètres nécessaires à la surveillance de l'installation ;
- C_p : coût unitaire de réalisation d'un piézomètre ;
- h : profondeur des piézomètres ;
- C : coût du contrôle et de l'interprétation des résultats de la qualité des eaux de la n) ;
- C_D : coût d'un diagnostic de pollution des sols.

Montant relatif à la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement			
Nombre de piézomètres à installer	$N_p =$	3	
Coût unitaire de réalisation d'un piézomètre par mètre de piézomètre creusé	$C_p =$	300	€/m
Profondeur des piézomètres	$h =$	30	m
Coût du contrôle et de l'interprétation des résultats de la qualité des eaux de la nappe sur la base de 2 campagnes	$C =$	2 000	€/piézomètre
Surface du site	$=$	8,113	ha
Coût d'un diagnostic de pollution des sols	$C_D =$	10 000	€ TTC
$M_S = N^P \times (C_p \times h + C) + C_D$		55 000	€

MS = 55 000 € TTC

Calcul du montant M_G :

Le montant M_G est relatif à la surveillance du site (gardiennage ou autre dispositif équivalent).

La formule de calcul de M_G est la suivante :

$$M_G = C_G \cdot H_G \cdot N_G \cdot 6$$

Avec :

- C_G : coût horaire moyen d'un gardien ;
- H_G : nombre d'heures de gardiennage nécessaires par mois ;
- N_G : nombre de gardiens nécessaires.

Conformément à l'annexe I de l'arrêté du 31 mai 2012, « sur proposition de l'exploitant, la méthode de calcul Mg peut être adaptée à d'autres dispositifs de surveillance appropriés aux besoins du site ».

Montant relatif au coût de gardiennage ou autre dispositif équivalent du site pour une période de 6 mois			
Coût horaire moyen d'un gardien	C _G =	0	TTC/h
Nombre d'heures de gardiennage nécessaire par moi	H _G =	0	h
Nombre de gardiens nécessaire	NG =	1	
$M_{G1} = C_G \times H_G \times NG \times 6$		0	€
Sur proposition de l'exploitant, la méthode de calcul peut être adaptée à d'autres dispositifs de surveillance appropriés aux besoins du site.			
$M_{G2} =$		7 500	€

Selon la note DGPR, le montant ne peut être inférieur à la moitié de la valeur forfaitaire de 15000 Euros soit 7500 Euros TTC. Nous retiendrons donc ce montant.

MG = 7 500 € TTC

Calcul de l'Indice d'Actualisation de coûts :

Conformément à l'article 6 de l'arrêté du 31 mai 2012, l'exploitant présentera à l'administration un état actualisé « Mn » du montant de ses garanties financières, tous les 5 ans. Le calcul du montant actualisé des garanties financières se fait selon la formule suivante.

Avec :

$$\frac{Index}{Index0} \times \frac{(1 - TVAR)}{(1 + TVA0)}$$

Indice d'actualisation des coûts			
Index TP01 utilisé du montant de référence des garanties financières fixé	Index =	102,2	
Index TP01 de février 2022	Index0 =	118,8	
Taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières	TVAR =	20	%
Taux de la TVA applicable en janvier 2011	TVA0	19,6	%
		=	1,18

Montant de la garantie financière :

Montant de la garantie financières			
<i>Nota : Calculée selon la formule de l'annexe I de l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.</i>			
Coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier	$S_C =$	1,1	
Indice d'actualisation des coûts	$X =$	1,18	
Montant relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation	$M_E =$	12 227	€
Montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange	$M_I =$	14 500	€
Montant relatif à la limitation des accès au site	$M_C =$	20	€
Montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement	$M_S =$	55 000	€
Montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent	$M_G =$	7 500	€
$M = S_C \times [M_E + X \times (M_I + M_C + M_S + M_G)] =$		113 421	€

La proposition de montant de la garantie financière est évaluée à **113 421 €**.